



Monsieur Adrien Taquet
Secrétaire d'État Chargé de l'enfance et des
familles 14 avenue Duquesne
75700 Paris SP 07

Paris, le 15 décembre 2021

Monsieur le Ministre,

Le 7 mai 2017, le peuple français a délégué au Chef de l'Etat le pouvoir de diriger notre pays, lui donnant, ainsi qu'au gouvernement, la responsabilité de la gestion et de la sécurité de chaque citoyen de France.

Nous avons tous été frappés par la crise planétaire inédite à laquelle le gouvernement a dû faire face et par les décisions exceptionnelles qui en ont découlé. Nous comprenons les mesures prises pour endiguer cet événement, n'en contestons pas la promulgation.

Mais ce sont les conséquences sur nos enfants, en pleine construction, qui nous posent un problème majeur. Face aux protocoles sanitaires en vigueur dans les établissements scolaires, nos enfants sont les véritables victimes de cette crise. Pour eux, la menace paraît moins grave que la réponse.

Des milliers de parents en témoignent ainsi que de nombreux professionnels de la psychologie et de l'enfance. Il est inacceptable que notre société sacrifie sa jeunesse sur l'autel d'une politique sanitaire d'autant que les enfants ne constituent pas le premier vecteur de propagation du virus et n'en sont pas menacés.

Les témoignages de mères de famille que nous rassemblons chaque jour sont sans appel. Les enfants ont peur d'aller à l'école, ils respirent mal, entendent avec difficulté les enseignants, sont gênés par la buée sur leurs lunettes de vue. Le masque les asphyxie. Les plus petits développent des troubles d'apprentissage, des troubles du langage. Certains, au cours de leur courte vie auront davantage vu le demi-visage que la pleine face de leurs parents, de leurs enseignants.

Il nous semble urgent de replacer les enfants au cœur de nos préoccupations et de ne plus leur faire porter un si lourd tribut. Il est de notre devoir à tous de veiller à ce que les enfants puissent s'épanouir dans un climat serein, leur fournissant une sécurité physique, morale et psychique et leur offrant des perspectives positives, sans quoi les conséquences sur les enfants de France seront irréversibles.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, les tentatives de suicides chez les moins de 15 ans, ont augmenté de façon alarmante depuis l'automne 2020, les troubles dépressifs sont en hausse constante chez les jeunes sujets à partir de 6 ans. Nous ne pouvons plus laisser cette situation perdurer et nous déplorons vivement, qu'en tant que parents, nous n'ayons pas été consultés dans les prises de décisions.

Le 4 Novembre 2021, de nombreuses mères, représentantes de milliers d'autres en France et dans les territoires d'Outre-Mer, se sont rendues à l'Élysée, pour demander officiellement par courrier et devant la presse, un débat public pour nos enfants, au Président Emmanuel Macron. Nous n'avons pas eu de réponse.

En tant que Secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des familles, nous vous sollicitons aujourd'hui sachant que vous êtes sensible et conscient de la détresse psychologique des enfants.

A l'occasion d'un débat organisé le jeudi 9 janvier 2020 au Sénat sur la situation psychiatrique des enfants et des adolescents en France, vous avez soutenu les mesures prises par la ministre des Solidarités et de la Santé en faveur de la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent.

Le 10 Mai 2020 vous avez répondu aux questions d'une trentaine d'enfants âgés de 8 à 17 ans sur tous les sujets liés à la crise du Covid-19 et au « monde d'après ».

Vous avez œuvré lors des confinements successifs afin que les écoles puissent rester ouvertes ne sous-estimant pas la détresse psychologique des enfants et de leurs parents.

En novembre 2020, vous annonciez le financement par la CNAF de masques transparents pour les crèches et les Maisons d'assistants maternels, soulignant que « *accéder aux visages et aux émotions des adultes qui les entourent au quotidien est un facteur clé du bon développement des jeunes enfants.* »

Le 14 Avril 2021, vous indiquiez que « *Les enfants et adolescents subissent eux aussi de plein fouet les effets indirects de la crise sanitaire que nous traversons, il est donc plus que jamais*

nécessaire de surveiller leur équilibre psychologique en cette période et de les accompagner. La santé mentale des jeunes est une préoccupation majeure du Gouvernement. »

Vous avez donc semblé prendre très tôt conscience de la probabilité des tourments psychophysiologiques endurés par les enfants après la crise. Pourquoi, dès lors, abandonner la réflexion et interrompre les inquiétudes que vous exprimiez avec raison ?

Depuis le départ de la crise et l'entrée des protocoles en milieu scolaire, 18 mois se sont écoulés. Alors que les enfants de France subissent de plein fouet l'accélération des mesures sanitaires draconiennes et au cœur de la campagne présidentielle, nous vous demandons de bien vouloir nous rencontrer.

Nous représentons aujourd'hui près de 15 000 mères en souffrance, réparties dans tout le pays. Notre audience ne fait qu'augmenter jour après jour. Ce serait un geste fort de nous recevoir au ministère des Solidarités et de la Santé et d'écouter les propositions que nous souhaitons vous soumettre.

Nous ne pouvons prendre le risque, monsieur le Ministre, de préparer une génération de jeunes enfants qui auront vécu séparés de l'air libre, qui n'auront pas vu l'expression des émotions sur le visage de leurs interlocuteurs, qui seront privés du contact et de la chaleur de leurs semblables, à qui le seul rapport à l'autorité consistera à s'entendre enjoint de respecter les gestes barrières. Ce n'est pas uniquement une question technique de politique de santé. C'est une question de définition de l'humain et de respect de l'enfant.

Nos enfants font leur premier pas dans le monde non pas leur entrée dans le hall d'une clinique. Quelle est cette vie que nous leur proposons ? Est-ce digne de l'immense appétit de l'enfant découvrant le mystère auquel il lui est donné de participer ? N'avons-nous pas l'impression de leur retirer la joie de vivre avant même qu'ils en aient apprécié la valeur ? Rien ne doit justifier le sacrifice des enfants ? Notre inquiétude est légitime et citoyenne : quels seront demain ces petits français amputés de leur essence dès le début de leur vie ?

Dans l'espoir de vous rencontrer prochainement, au nom de nos enfants, dont nous sommes les porte-voix, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Les mamans Louves

Contact : mamanslouves@protonmail.com

Alexis Da Silva

Christelle Comet

Roxane Chafei